

Inscrivez-vous au Bulletin mensuel du WRM

<http://wrm.us9.list-manage1.com/subscribe?u=f91b651f7fecdf835b57dc11d&id=a9afd536a6>

Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est absolument gratuite.

NOTRE OPINION

Les plantations industrielles de palmiers à huile, un mode d'exploitation qui porte atteinte aux populations forestières et à leurs territoires

Cette année, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la monoculture d'arbres célébrée le 21 septembre, le WRM et d'autres organisations et réseaux mondiaux ont publié une déclaration où ils condamnent l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile, expansion qui comporte un nombre croissant d'effets négatifs sur l'économie, la société, la culture et l'environnement. Une fois de plus, dans l'espoir de rompre le silence qui entoure les agressions subies par les communautés dont les territoires sont envahis et encerclés par ces plantations, nous clamons: les plantations ne sont pas des forêts!

Les plantations industrielles de palmiers à huile sont le type de monoculture qui s'est répandu le plus rapidement pendant les dernières décennies. Dans la période 1990–2010, ces plantations ont triplé dans le monde entier, surtout en Indonésie et en Malaisie. Et au cours des quinze dernières années, plusieurs traités de libre-échange sont venus favoriser la vague d'expansion, non seulement en Indonésie et en Malaisie mais aussi dans des pays d'Afrique et d'Amérique latine. D'autre part, la tendance à l'expansion des plantations de palmiers à huile est due aussi à la demande de plus en plus forte d'agrocarburants, surtout en Europe.

Dans le cadre de leur politique de «responsabilité sociétale», les entreprises de plantation de palmiers sont en train de prendre des engagements (volontaires) dans le but d'atteindre l'objectif dénommé «zéro déforestation». Or, d'après de nombreuses plaintes recueillies sur le terrain, les entreprises auraient commis, a posteriori, de nombreuses violations des lois environnementales et sociales. Le plus inquiétant de tout, c'est que les engagements en question ne visent pas à freiner l'expansion du palmier à huile mais à donner une «façade verte» au secteur des plantations. Ainsi, en maintenant la logique de l'expansion illimitée, ces engagements comportent le danger que davantage de communautés perdent leurs terres et leurs moyens d'existence.

De même, l'intérêt croissant des entreprises à l'égard des forêts, et des arbres en particulier, vient du fait que les forêts et les arbres sont devenus très importants pour le «capitalisme vert». Leur capacité de stockage de carbone et leur biodiversité sont utilisées pour générer des crédits de carbone ou de biodiversité, qui peuvent ensuite être vendus à des pays et à des entreprises polluées, soit pour «compenser» la destruction

dont ils sont responsables ailleurs, soit pour obtenir des bénéfices sur les marchés financiers.

Des systèmes tels que REDD+ et d'autres du même genre, qui proposent de financer la conservation des forêts par la vente de crédits de carbone et de biodiversité, peuvent canaliser le produit de cette vente vers les entreprises de plantation de palmiers, pour qu'elles conservent les zones de forêt «à fort stock de carbone» qu'elles trouvent dans leurs concessions. Ainsi, elles couvrent leurs activités d'un «maquillage vert». Pourtant, la conservation des zones «à fort stock de carbone» ne change rien aux effets nuisibles d'un secteur qui consomme un grand volume d'eau, de produits agricoles toxiques, d'engrais chimiques et d'énergie fossile, et qui occupe d'énormes territoires où vivaient ou dont dépendaient de nombreuses populations. L'industrie du palmier à huile n'offre pas une solution du changement climatique, loin de là: elle contribue à modifier le climat. Les plus touchés seront les peuples des forêts et les communautés paysannes, puisque l'expansion des plantations limitera de plus en plus leur accès aux terres et aux forêts. Pour eux, la forêt «à fort stock de carbone» n'est pas la seule qui compte; toutes les zones boisées dont ils ont besoin pour préserver leurs moyens d'existence et leur culture sont importantes.

D'autre part, les gouvernements des pays producteurs d'huile de palme et les transnationales de la filière ont réclamé avec insistance que les plantations de palmiers à huile changent de catégorie et soient considérées, non pas comme des cultures agricoles, mais comme des «forêts»! La définition de forêt que donne la FAO rend possible cette absurdité, puisqu'elle affirme qu'une forêt n'est qu'une étendue couverte d'arbres. Le but de ce changement de catégorie est d'accéder à «l'opportunité» qu'offrirait un accord sur REDD+ dans le cadre des négociations de l'ONU sur le climat qui se tiendront à Paris à la fin de cette année. Grâce à un tel accord, les entreprises de plantation de palmiers pourraient vendre plus tard des crédits de carbone, sous prétexte de promouvoir le «zéro déboisement» ou le «reboisement».

En mettant l'accent sur le déboisement, on laisse de côté toutes les répercussions nuisibles des plantations industrielles de palmiers à huile, dont les suivantes:

- **Destruction des moyens d'existence locaux et évictions.** Les régions où l'on promeut les plantations de palmiers à huile sont le foyer de paysans et de peuples indigènes et des zones abritant des forêts tropicales dont ces communautés dépendent aux plans économique, social, spirituel et culturel. C'est pourquoi les plantations industrielles de palmier à huile causent la perte de terres et du même coup des moyens d'existence des communautés, et notamment des femmes en raison de leur relation spécifique avec la forêt. Il en résulte l'éviction de ces communautés.
- **Abattage destructif et violations des droits de l'homme.** Dans de nombreux cas, ces plantations sont établies sur des terres qui ont d'abord fait l'objet d'une exploitation forestière destructive ouvrant ainsi la voie aux plantations de palmiers à huile. D'autre part, la pratique de déboiser par le feu pour établir les plantations de palmier à huile se poursuit depuis plus de dix ans en Indonésie, produisant une brume sèche qui persiste presque toute l'année dans le sud-est de l'Asie. Cette pratique nuit à l'environnement et à la santé de millions de citoyens et citoyennes.

- **Accès privilégié aux terres pour les entreprises, mais pas pour les communautés.** L'introduction du modèle de culture industrielle du palmier à huile dans un pays ou une zone donnée, au moyen de concessions foncières, garantit aux entreprises un accès privilégié aux terres agricoles durant de longues périodes, ce qui accroît leur pouvoir et leur influence. Partout, les luttes pour garantir les droits collectifs des communautés sur leurs territoires et une agriculture diversifiée et agroécologique contrôlée par la communauté deviennent de plus en plus ardues.
- **Conditions de travail misérables.** Le nombre d'emplois est en réalité faible, et les conditions de travail dans les plantations de palmiers à huile sont difficiles, bien souvent proches de l'esclavage. D'autre part, on a documenté de nombreux cas de travail d'enfants, ainsi que de toxicomanie chez les travailleurs et de prostitution. Les travailleurs sont également particulièrement touchés par l'obligation d'appliquer des produits agrottoxiques dans les plantations de monocultures, y compris des produits interdits dans plusieurs pays. Beaucoup d'entre eux contractent des maladies chroniques pour le reste de leur vie, sans pouvoir toucher une compensation.
- **Augmentation de la criminalisation des mouvements sociaux et de l'opposition locale.** Les communautés et les organisations qui les appuient, ainsi que les travailleurs et travailleuses des plantations de palmiers à huile, sont confrontés aux violations des droits de l'homme et à la criminalisation des mouvements sociaux, qui ont tendance à augmenter partout sur la planète. Dans de nombreux pays, il y a aussi eu des assassinats, des détentions et la persécution de ceux et celles qui ne faisaient que lutter pour défendre les droits collectifs de leurs communautés chez eux et s'opposaient à l'invasion de leurs territoires par les entreprises de palmier à huile. D'autre part, les entreprises peuvent compter sur toutes sortes de services de protections offertes par les forces de sécurité de l'État.

La Journée internationale de lutte contre la monoculture d'arbres, instituée en 2006, a pour but de rendre plus visible le nombre croissant de peuples et de communautés, qui figurent souvent parmi les plus marginalisés, en particulier les femmes et les jeunes, et qui luttent dans des régions et des pays divers contre les plantations industrielles de palmiers à huile, d'eucalyptus, de pins, d'acacias et d'hévéas. Les plantations à grande échelle sont inacceptables, pour les communautés locales mais aussi pour un monde confronté à une crise très grave aux symptômes multiples, dont le changement climatique, la détérioration économique et écologique, l'augmentation de la militarisation et la multiplication des violations des droits de l'homme.

Pour ces raisons, le présent bulletin vise à dénoncer l'expansion des plantations de palmiers à huile et à divulguer certains effets négatifs qu'elle a sur les peuples des forêts et sur leurs territoires. L'article sur la Papouasie occidentale attire notre attention sur une région difficile à atteindre, où l'expansion de ces plantations est en train de bénéficier aux grands conglomérats d'entreprises au détriment des populations indigènes et traditionnelles. Au Liberia, la campagne gouvernementale pour faciliter l'abattage d'arbres au profit de la culture à grande échelle de palmiers à huile est fortement inquiétante, surtout dans un pays où règnent l'exploitation forestière illégale et la corruption. À propos du Brésil, un rapport d'activités sur le terrain nous raconte comment la société minière VALE fait des plantations de palmiers à huile dans l'État du Pará, pour satisfaire la demande en agrocarburants des trains qui transportent le minerai

de l'entreprise mais, surtout, pour confirmer son image prétendument «verte». Un autre article du bulletin met en lumière le rôle que jouent les banques et les investisseurs dans la spéculation sur ces plantations, en contribuant à fortifier et à développer les multinationales et en générant d'énormes bénéfices pour leurs actionnaires. Finalement, le bulletin nous rappelle que l'Afrique compte des millions de personnes qui dépendent du palmier à huile pour leur subsistance et leur culture, et que ces personnes le protègent et le considèrent comme une source de vie. Bonne lecture!

[Cliquez ici pour lire la Déclaration du 21 septembre](#)

L'expansion de la monoculture industrielle de palmier à huile: destruction et luttes de résistance

L'Afrique : le continent où l'huile de palme est encore une source de vie

De nos jours, alors que tant d'entreprises s'empressent de se lancer dans les plantations de palmiers à huile et que des superficies forestières de plus en plus vastes sont détruites pour cette monoculture, il est facile d'oublier les origines et les utilisations traditionnelles de l'huile de palme. Le fait est que des dizaines de millions de personnes en Afrique (qui est le berceau de l'huile de palme), dépendent de cet arbre pour leur nourriture et leurs moyens d'existence. Et cet arbre ainsi que son utilisation traditionnelle sont particulièrement importants et pertinents pour les femmes. Pour elles, l'huile de palme est un ingrédient essentiel pour élaborer les plats locaux, une ressource pour la médecine traditionnelle et un aliment pour le bétail. Les communautés africaines utilisent toutes les parties du palmier à huile traditionnelle, de ses racines à ses branches, pour fabriquer un large éventail de produits allant du vin et des soupes aux savons et aux onguents, et même à toutes sortes de textiles et de produits pour la maison. Cependant, ces populations, leurs palmiers à huile et leurs systèmes de production traditionnels sont maintenant confrontés à un risque énorme du fait de l'accaparement des terres destinées à des plantations industrielles de palmiers à huile.

Une histoire de diversité

Les palmiers à huile trouvent leur origine en Afrique. Et c'est dans cette région que la plante est vite devenue partie intégrante des systèmes alimentaires, des économies et des cultures locales. Selon une étude menée par l'ONG GRAIN sur les chants traditionnels de nombreux pays d'Afrique occidentale et centrale, l'huile de palme est appelé « l'arbre de vie ».

En Afrique, la plupart des palmiers à huile sont encore cultivés dans des palmeraies situées dans des forêts mixtes. Ce sont souvent des familles individuelles qui prennent soin de ces palmeraies et les transmettent de génération en génération. On peut trouver des palmeraies semi-sauvages de ce type dans de grandes parties de l'Afrique, du Sénégal au sud de l'Angola, sur les rives du lac Kivu et au Tanganyika, sur les côtes de l'Afrique de l'Est, ou même sur la côte occidentale de Madagascar La plus grande superficie de palmeraies sauvages ou semi-sauvages du continent se trouve au Nigeria, avec plus de 2,5 millions d'hectares. Les agriculteurs d'Afrique occidentale et centrale

cultivent aussi le palmier à huile, en le mélangeant avec d'autres cultures comme les bananes, le cacao, le café, les arachides et les concombres.

Il est extrêmement difficile de trouver des chiffres fiables sur les superficies occupées par les palmiers à huile cultivés dans des systèmes traditionnels en Afrique, en raison de : 1) la difficulté de distinguer les zones de forêts dont les palmiers à huile sont l'une des composantes des palmeraies naturelles dans lesquelles le palmier à huile est l'espèce unique ou principale ; 2) la difficulté d'établir une distinction entre les « peuplements sauvages » et les palmeraies qui font partie des cultures des communautés locales depuis des siècles (certaines naturelles, certaines plantées) ; 3) la difficulté de classer certaines cultures parmi les plantations familiales (qui peuvent ou non vendre la récolte à une installation de transformation industrielle) ou les plantations satellites contractuellement liées à une plantation industrielle ; 4) l'existence de plantations industrielles abandonnées qui sont utilisées par les communautés locales comme s'il s'agissait de palmeraies naturelles ; 5) l'absence d'inventaires actualisés des palmeraies naturelles, des petites plantations et des plantations industrielles (Voir la publication « [L'huile de palme en Afrique](#) » de WRM).

Selon GRAIN, le type de palmier à huile cultivé en Afrique est également assez différent des variétés cultivées ailleurs. La plus grande partie de l'huile de palme en Afrique est produite à partir de la variété traditionnelle « dura », qui pousse à l'état sauvage, et non des croisements à haut rendement utilisés dans les plantations. De nombreux paysans africains la préfèrent parce qu'elle crée moins d'ombre et ne gêne donc pas la croissance des autres cultures sur leurs exploitations. Ils la préfèrent également pour la qualité de l'huile de palme obtenue, qui se vend à un meilleur prix sur les marchés locaux.

Sur les marchés locaux de l'Afrique occidentale et centrale, la qualité d'une huile de palme est généralement jugée en fonction de sa couleur. Les femmes africaines disent que l'huile de palme extraite des palmiers à huile traditionnels est meilleure parce qu'elle a une couleur rouge plus intense que celle qui est extraite des variétés modernes. Au Bénin, l'huile de palme traditionnelle se vend 20 à 40 % plus cher sur les marchés que l'huile provenant des variétés modernes. Les femmes qui utilisent l'huile de palme provenant de cultures traditionnelles disent aussi que leurs sauces traditionnelles à base d'amandes de palme bouillies ont une texture plus légère, et par conséquent meilleure, lorsqu'elle est faite avec les amandes de palmiers traditionnels.

L'huile de palme en Côte d'Ivoire

L'huile de palme est depuis longtemps l'huile végétale la plus populaire en Côte d'Ivoire. L'Ivoirien moyen consomme environ 10 kilos de cette huile par an. Cette dernière est utilisée non seulement pour la friture mais aussi comme ingrédient principal pour de nombreux plats locaux, qu'il s'agisse de gombos et d'autres sauces ou de différents plats réalisés avec des bananes plantains ou du fofou. L'huile de palme donne à ces aliments une couleur et un goût particuliers très appréciés dans la cuisine ivoirienne. Les importations d'huile de palme ultra-raffinée provenant de plantations industrielles et d'usines modernes ont conquis une part de ce marché au détriment des producteurs traditionnels. Cependant, malgré des prix plus élevés, les consommateurs restent attachés à l'huile de palme traditionnelle, même dans les villes.

Les palmiers à huile au Cameroun

Selon Marie-Crescence Ngobo, du RADD, toutes les parties du palmier à huile, y compris ses sous-produits, sont des matières premières utilisées pour la fabrication de remèdes indigènes. Les Yambassa dans le Mbam affirment utiliser les feuilles de palmier à huile traditionnels pour traiter les caries dentaires. Le vin de palme mélangé avec divers autres ingrédients est utilisé comme un remède contre l'impuissance masculine, la chlamydia, les infections gonococciques, les maux d'estomac, la jaunisse et la rougeole.

Chez les Mvele, une sous-tribu Beti, le cœur du palmier à huile sert à préparer un repas à une femme qui vient d'accoucher. Ceci accroît le débit du lait maternel. L'huile de palmiste noire est utilisée pour les soins de la peau et des cheveux et constitue un ingrédient indispensable et omniprésent dans les traitements pour les nouveau-nés. En outre, le charbon fabriqué à partir de l'amande sert également à blanchir les dents et les communautés dans le Sud du Cameroun l'utilisent comme dentifrice. Les écorces du tronc brûlées et réduites en cendre soignent les furoncles.

Extrait d'une chanson béninoise (traduit)

Voici ce que pouvez-vous retenir de ma chanson

Le palmier qui se tient debout là,

Quiconque veut bénéficier de ses bienfaits, doit l'entretenir et le vénérer

Regardez ses feuilles qui servent à fabriquer des balais

Regardez les parties qui servent à fabriquer des cordes pour puiser de l'eau

À partir de ce palmier, vous obtenez des branches et du tourteau

C'est sur ce même palmier qu'il y a les gros régimes qui portent les noix

Regardez les liquides qu'il produit : l'huile rouge et le vin de palme

Quiconque veut bénéficier de ses bienfaits,

doit savoir que c'est des noix qu'on extrait l'huile de palmiste de qualité

*** Cet article a été extrait de « Une longue histoire et une grande biodiversité », GRAIN, 22 septembre 2014, <https://www.grain.org/article/entries/5035-a-long-history-and-vast-biodiversity>*

Forêts en état de siège : le Liberia risque d'intensifier la destruction de ses forêts

« Les forêts mondiales restent sous la menace de l'exploitation forestière illégale... L'exploitation forestière illégale perpétue la corruption, fragilise les moyens d'existence des populations, alimente les conflits sociaux, prive les gouvernements de recettes et érode les ressources naturelles du pays. » Chatham House Report, juillet 2015 (1)

Les responsables du secteur de la foresterie au Liberia ont présenté une proposition qui va permettre la conversion à grande échelle des forêts en plantations de palmiers à huile. Cela en dépit du fait que le Liberia est toujours confronté au problème de l'exploitation forestière illégale, alors même que l'Union européenne (UE), le gouvernement de la Norvège, les États-Unis et d'autres donateurs investissent actuellement plus de 200 millions de dollars pour lutter contre l'exploitation illégale et la destruction des forêts dans le pays.

En juillet 2015, l'Autorité de développement forestier (FDA) a diffusé le projet d'un « Manuel pour l'abattage des arbres dans les zones d'extension de plantations agricoles et de contrats miniers » pour examen par les parties prenantes. Selon le manuel, pour qu'une entreprise puisse exploiter le bois d'une concession agricole, elle doit confirmer que la zone n'englobe pas de projet de zone de conservation ou d'aire protégée, démontrer que le titulaire de la concession agricole a établi des plans pour déboiser et planter des palmiers à huile dans la zone concernée par le déboisement, qu'il dispose d'une carte de la zone et d'une lettre de renonciation ou de consentement du titulaire de la concession agricole ; le titulaire de la concession agricole est cependant autorisé à extraire du bois d'œuvre destiné à être utilisé dans ses opérations. Si le gouvernement donne suite à ce projet, avec des zones de concession agricole qui englobent de vastes étendues de forêts dans le nord-ouest et le sud-est du pays, la destruction des forêts va à terme s'intensifier.

Les forêts du Libéria assurent les moyens de subsistance de plus de la moitié des 3,5 millions d'habitants du pays. Selon le recensement de 2008, plus des deux-tiers de la population vivent dans les zones rurales où presque tous les habitants dépendent des ressources forestières comme le bois d'œuvre et les produits forestiers non ligneux, notamment les herbes aromatiques, le rotin, la viande de brousse et différents aliments pour subvenir à leurs besoins et générer des revenus. Pourtant, les gouvernements successifs ont agi de connivence avec les exploitants illégaux pour piller les forêts du pays. Par exemple, entre 1997 et 2001, environ 2,5 millions de mètres cubes de bois d'œuvre ont été coupés, dont plus de 1,7 millions de mètres cubes ont été exportés, principalement vers l'Europe et l'Asie (2). Un examen des concessions forestières mené par le gouvernement en 2005 a conclu que toutes les entreprises forestières qui ont exercé leurs activités pendant cette période l'ont fait illégalement (3).

De même, entre 2009 et 2013, le gouvernement actuel a alloué illégalement plus de 3 millions des quelque 4 millions d'hectares de forêts du pays. Plus de 2 millions d'hectares attribués en vertu de « Permis d'utilisation privés » ont ensuite été annulés. Sept grandes concessions couvrant plus d'un million d'hectares continuent à être exploitées, même si un audit demandé par le gouvernement *a posteriori* à partir de 2013 a établi que 771 390 hectares avaient été illégalement attribués à quatre entreprises forestières. Les trois concessions restantes n'ont pas été évaluées au cours de l'audit mais avaient également été attribuées de la même manière. L'avenir de ces concessions demeure incertain dans la mesure où le Liberia et l'UE s'efforcent actuellement de déterminer comment les traiter dans le cadre de l'Accord de partenariat volontaire, qui vise à endiguer le flux de bois d'œuvre illégal arrivant dans l'UE en provenance du Liberia.

Le bois d'œuvre issu de la conversion forestière représente un nouveau problème

Selon un rapport du think-tank Chatham House, au niveau mondial, la majeure partie des forêts actuellement déboisées sont destinées à l'agriculture et à d'autres utilisations des terres, et près de la moitié du bois d'œuvre tropical actuellement vendu au niveau international provient de la conversion forestière dans les pays tropicaux. Le rapport a également établi que si la déforestation illégale est en déclin depuis 2000, ce gain a été compensé par une augmentation de la production illégale de bois d'œuvre issu de la conversion forestière.

Le cadre juridique au Liberia permet déjà le déboisement de certaines zones forestières et leur conversion en plantations et pour d'autres utilisations des terres, dans le cadre de permis appelés « Contrats de vente de bois d'œuvre » (TSC - Timber Sale Contracts). Cependant, des mesures peuvent être prises pour éviter la destruction injustifiée des forêts. Par exemple, les TSC ne peuvent être attribués que pour des fragments forestiers ne dépassant pas 5 000 hectares, et sans lien avec une quelconque zone forestière importante. En outre, ils ne peuvent être affectés qu'à des terres publiques, au travers d'un plan de concession approuvé par le gouvernement, et attribués sur appel d'offres. En outre, les TSC ne peuvent pas être délivrés pour des terres déjà couvertes par un autre contrat d'utilisation des terres. Le cadre juridique actuel exclut donc l'exploitation forestière dans les concessions agricoles existantes et vise à réduire la possibilité de conversion forestière à un minimum.

Conformément aux exigences relatives à l'exploitation forestière mentionnées dans le manuel, l'exploitation forestière industrielle dans des concessions agricoles ouvrira plusieurs possibilités qui pourraient être préjudiciables pour les forêts du Liberia. Tout d'abord, elle ouvrira immédiatement la porte à des autorisations de déboisement et de conversion sur au moins 500 000 hectares de forêts. Deuxièmement, elle mettra la pression sur les entreprises d'huile de palme qui ont été réticentes à autoriser le déboisement dans leurs concessions. Troisièmement, elle entraînera la destruction d'autres ressources forestières comme le rotin, les poteaux et d'autres matériaux de construction locaux, les palmiers indigènes abattus et transformés pour produire de l'huile comestible à travers le Liberia, ainsi que la viande de brousse. Les communautés dépendent de ces zones forestières et des ressources forestières pour assurer leur subsistance et générer des revenus, et pour des fonctions environnementales inestimables. Par conséquent, ouvrir la porte au déboisement industriel sous la forme de « concessions agricoles » serait non seulement une catastrophe environnementale mais aurait aussi de graves conséquences sociales et économiques.

Mais alors que faut-il faire ?

C'est au gouvernement et au peuple du Liberia d'assumer en dernier recours la responsabilité de la gestion responsable des forêts du pays. Ainsi, le gouvernement doit retirer le manuel et le réviser pour limiter l'extraction de bois d'œuvre dans les « concessions agricoles » et réserver le bois d'œuvre exclusivement à une utilisation dans la région où se situe la concession. La version révisée devrait exclure explicitement l'exploitation forestière industrielle. L'UE et le gouvernement norvégien devraient agir non seulement pour prendre leurs distances par rapport à ce plan, mais aussi faire part au gouvernement du Liberia de leurs préoccupations à ce niveau. Une absence d'action semblerait indiquer une complicité. D'autre part, la société civile devrait se mobiliser et lancer une campagne énergique au niveau local et international pour sauver les forêts et protéger les moyens d'existence des communautés qui en dépendent.

Silas Kpanan Ayoung Siakor
E-mail : ssiakor@sdiliberia.org
Institut de développement durable, Libéria

(1) Chatham House Report « Tackling Illegal Logging and the Related Trade : What Progress and Where next? » Juillet 2015. Disponible sur :

<https://www.chathamhouse.org/publication/tackling-illegal-logging-and-related-trade-what-progress-and-where-next>

- (2) « Plunder : the silent destruction of Liberia's rainforest », 2002. Disponible sur : http://www.forestsmonitor.org/uploads/2e90368e95c9fb4f82d3d562fea6ed8d/plunder_1_.pdf
- (3) Forest Concession Review Report, mai 2005

L'atlas de l'huile de palme en Papouasie occidentale : les entreprises derrière le boom des plantations d'huile de palme.

Au cours des dernières décennies, le secteur indonésien de l'huile de palme a connu une croissance rapide mais la grande majorité de cette expansion a été concentrée sur les îles de Bornéo et Sumatra. Comme il devient de plus en plus difficile de trouver de grandes étendues de terres dans ces régions, les sociétés de plantations de palmiers à huile s'intéressent désormais à l'archipel des Moluques et en particulier à la Papouasie occidentale, une région déchirée par les conflits. Alors qu'en 2005, seulement cinq sociétés de plantations de palmiers à huile étaient actives en Papouasie occidentale, à la fin 2014 on en dénombrait déjà 21. Cette expansion rapide devrait se poursuivre dans la mesure où beaucoup d'autres entreprises ont déjà obtenu un permis d'implantation initial. Si toutes ces plantations étaient développées, plus de 2,6 millions d'hectares de terres seraient utilisées, dont la majorité sont actuellement des forêts tropicales qui abritent un grand nombre de groupes de populations autochtones. AwasMIFEE, Pusaka et six autres organisations ont récemment publié « L'atlas de l'huile de palme en Papouasie occidentale » afin de briser l'isolement de cette région, dans un contexte où les communautés qui choisissent de s'opposer aux sociétés de plantations se sentent souvent intimidées par les forces de sécurité de l'État qui soutiennent les entreprises.

La croissance rapide de l'industrie de l'huile de palme en Papouasie occidentale ont actuellement des effets néfastes graves sur sa population autochtone. Pour presque chaque plantations existante, on a signalé des préjudices pour les populations autochtones quand les forêts dont ils dépendaient pour leurs moyens d'existence sont devenues des plantations de palmiers à huile. En outre, ces plantations ont entraîné, presque sans exception, des conflits avec et au sein des communautés autochtones qui dépendent des forêts (la plupart des habitants de Papouasie vivant dans les plaines sont dans une certaine mesure des chasseurs et des cueilleurs). Les conflits se sont centrés sur le refus par les communautés de céder leurs terres, l'exigence de justice dans les cas où elles considèrent que les terres leur ont été prises par tromperie ou intimidation, des conflits horizontaux entre villages ou clans voisins, des actions menées par des travailleurs autochtones qui considèrent qu'ils sont exploités, ou des agressions par la police ou les militaires travaillant comme agents de sécurité pour les sociétés de plantations.

Bien que la loi indonésienne reconnaisse aux communautés autochtones des droits fonciers collectifs associés à l'utilisation traditionnelle des terres, dans la réalité, ces communautés sont souvent confrontées à une pression considérable qui vise à les faire renoncer à ces terres. Lorsque les communautés touchées obtiennent une indemnisation, elles reçoivent rarement plus de 30 USD par hectare, et dans certains cas un chiffre de seulement 3 USD par hectare a été signalé. Ces pressions sont encore aggravées par le

fait que les administrations locales et les entreprises sont souvent réticentes à partager des informations sur les permis. Cela signifie que, bien souvent, les communautés n'ont aucune information sur les projets de plantations jusqu'à ce qu'une entreprise se présente pour acquérir leurs terres.

Qui sont les entreprises intervenant cette expansion ?

Les nombreuses sociétés qui contrôlent actuellement le secteur du palmier à huile en Papouasie utilisent souvent des noms locaux, ou des noms qui donnent l'impression de se situer du côté des populations locales et de l'environnement. En réalité, elles sont souvent contrôlées par des membres de l'élite économique et font partie de grands groupes commerciaux travaillant avec des entreprises multinationales. En général, ces entreprises ont aussi des activités dans d'autres secteurs, comme l'exploitation forestière, les plantations forestières industrielles, l'exploitation minière ou la pêche industrielle, aussi bien en Papouasie que dans d'autres régions d'Indonésie.

Selon des données de Forbes (2014), certains de ces groupes d'entreprises sont liés à certaines des entités commerciales les plus riches en Indonésie, parmi lesquelles le groupe Raja Garuda Mas, le groupe Sinar Mas, le groupe Salim et le groupe Rajawali. La plupart d'entre eux possèdent plus d'une concession pour les plantations de palmiers à huile, et certains ont d'autres entreprises, comme le groupe Rajawali qui développe également des plantations de canne à sucre dans la région de Merauke. On trouve parmi les autres grandes sociétés intervenant dans le secteur le groupe Austindo Nusantara Jaya, qui réalise aussi le développement de l'installation de transformation de l'huile de palme de Sago dans la région Metamani de South Sorong, et une centrale électrique à Tembagapura, Mimika ; le groupe Kayu Lapis Indonesia, dont l'activité était initialement axée sur l'exploitation forestière, et représente actuellement le plus grand exploitant de concessions forestières en Papouasie ; le groupe Medco, qui est aussi actif dans les plantations industrielles de bois d'œuvre, la pâte à papier et l'exploitation minière dans toute la Papouasie, et le groupe Korindo, qui utilise le bois d'œuvre extrait des terres destinées aux plantations de palmiers à huile pour son activité de fabrication de contreplaqué. En outre des sociétés étrangères opèrent également en Papouasie, notamment le groupe Tadmak de Malaisie, Pacific Interlink du Yémen, le groupe Genting de Malaisie, le groupe Noble de Hong Kong et le groupe Carson Cumberbatch du Sri Lanka. Contrairement à ce qui se passe dans d'autres régions d'Indonésie, une seule plantation d'huile de palme est exploitée par une entreprise publique : PTPN II à Arso.

En dehors de ces grandes entreprises nationales et multinationales, l'Atlas de l'huile de palme en Papouasie occidentale montre qu'il y a aussi plusieurs autres entreprises « mystérieuses » qui se sont lancées dans de nouveaux investissements, profitant de leurs liens avec les autorités locales pour obtenir des permis pour les plantations. Ces entreprises opèrent très discrètement et essaient d'éviter que leur identité soit connue du public. Elles ne disposent pas de site web, leurs bureaux à Jakarta n'indiquent aucun nom de société et elles refusent de fournir la moindre information. On trouve parmi ces entreprises le groupe Menara, qui a obtenu des permis pour sept filiales avant d'en revendre la quasi-totalité, et le groupe PT Pusaka Agro Sejahtera, qui a aussi réussi à recevoir des permis de plantation. Il semblerait que le principal intérêt de ce type d'entreprise soit de type spéculatif. Une fois tous les permis obtenus, la société de plantation est alors vendue à une autre société, le plus souvent l'une des grandes

compagnies nationales ou multinationales qui ont un meilleur accès à des capitaux. Avec ce type de pratique commerciale douteuse, à huis clos, il est impossible pour les communautés autochtones de faire respecter leurs droits, puisque les responsabilités sont transférées lors de la vente par les entreprises qui avaient initialement obtenu le permis, et que les nouveaux propriétaires rejettent souvent la responsabilité du non-versement des indemnités, etc.

On trouvera ci-dessous deux des nombreuses sections de l'Atlas qui présentent des exemples concrets pour comprendre ce qui se passe actuellement dans la région :

« Les sociétés de bois d'œuvre voient leur avenir dans l'huile de palme »

En 2003, le Groupe Kayu Lapis Indonesia était la plus grande compagnie d'exploitation forestière en Papouasie, avec 1,4 million d'hectares de concessions. L'une de leurs plus grandes concessions était située à Sorong, PT Intimpura, où l'entreprise possédait également une immense usine de bois produisant 264 000 mètres cubes de contreplaqué par an. Mais comme plusieurs autres compagnies forestières, le Groupe a choisi de réorienter ses investissements vers le secteur en pleine croissance de l'huile de palme quelques années avant l'expiration prévue de son permis d'exploitation forestière en 2009. Grâce à ses liens avec les autorités locales, il a réussi à obtenir des permis pour cinq filiales au cours des années suivantes pour démarrer des plantations de palmiers à huile. Actuellement, deux de ces filiales sont opérationnelles. PT Henrison Inti Persada (HIP) à Klamono en est à un stade plus avancé dans la mesure où elle a obtenu son permis définitif en 2006 (même si elle avait commencé à planter des palmiers à huile illégalement quelques années auparavant).

PT HIP a installé sa plantation sur les terres du peuple Mooi par la ruse en promettant de financer de nouvelles installations ou de fournir des aides à l'éducation, mais rien de tout cela ne s'est encore concrétisé. L'indemnité fournie aux communautés était exceptionnellement faible, même si l'on compare à d'autres cas en Papouasie. Dans un cas documenté, des terres ancestrales ont été cédées pour 30 000 roupies par hectare (soit environ 3 USD). En 2010, PT HIP a été vendue au groupe Noble, une société de négoce de produits agricoles basée à Hong Kong. Noble est devenu un membre de la Table ronde sur la production durable d'huile de palme, ce qui lui permet de demander une certification qui facilite l'accès aux marchés les mieux rémunérés. En tant que nouveau propriétaire, Noble ne peut être tenu responsable de l'exploitation forestière illégale et de l'accaparement des terres qui se sont produits à l'époque où PT HIP était la propriété du groupe Kayu Lapis Indonesia. En conséquence, Noble peut se présenter avec une « image respectable » malgré toutes les destructions et les dommages causés pour les communautés locales.

« Du pétrole et du gaz en sous-sol, de l'huile de palme en surface »

Le golfe de Bintuni est au cœur du développement pétrolier et gazier en Papouasie occidentale. On y trouve le britannique BP, la société malaisienne Genting Oil et l'Italien Eni Oil qui extraient ou explorent les réserves. La zone étant classée par le gouvernement comme une zone clé pour le développement énergétique et industriel en Papouasie, l'Allemand Ferrostaal et le Coréen LG, en coopération avec des partenaires locaux, souhaitent tous deux développer des installations d'éthanol, et la société publique d'engrais indonésienne PT Pupuk Indonesia est également sur les rangs pour y

investir. Autrefois recouvert de forêts tropicales et de mangroves, le golfe de Bintuni est sur le point d'être transformé en un paysage industriel, dans lequel les plantations de palmiers à huile sont un élément clé, puisque l'huile peut aussi maintenant être extraite des arbres.

PT Varita Majutama - aujourd'hui propriété de la société malaisienne Genting Berhad - est le premier à être arrivé dans la région en 1996, où il a développé trois blocs de 6 460, 5 510 et 5 300 hectares. La société a été confrontée à des conflits avec les populations locales dès le début. En 2007 et 2012, comme la société continuait d'ignorer leurs demandes, certaines des communautés affectées autour de Tofoi ont démarré un blocage des plantations. La société a néanmoins continué à se développer. En janvier 2013, 35 371 hectares de terres supplémentaires ont été cédés par le ministère des Forêts pour servir à la plantation de palmiers à huile. Les peuples autochtones vivant autour de Tofoi doivent également faire face à la présence de deux compagnies pétrolières opérant sur leur territoire, Genting Oil et Eni Oil, ce qui crée d'autres problèmes, parmi lesquels une présence policière et militaire accrue. En 2012 par exemple, les clans Kamisopa et Sodefa ont contesté les limites des terres, jusqu'à ce qu'une bagarre éclate. La police a porté des accusations criminelles à l'encontre d'un homme, puis a obligé son frère à signer un document cédant les droits sur leurs terres ancestrales à Genting Oil en lui disant que, s'il ne faisait pas, son jeune frère serait condamné à cinq ans de prison.

L'Atlas de l'huile de palme en Papouasie occidentale constitue un avertissement important concernant l'expansion croissante de ces plantations, tout en donnant une image claire de l'identité des acteurs qui profitent de l'essor du secteur. En utilisant le prétexte du conflit lié au mouvement d'indépendance, le gouvernement indonésien est en train de compliquer la tâche des observateurs internationaux qui souhaitent accéder à cette région. Cela s'est probablement ajouté au manque d'information au niveau international sur les menaces exercées contre les forêts et les populations en Papouasie occidentale qui dépendent des forêts pour leur subsistance. L'Atlas, qui propose des études approfondies et des cartes détaillées pour chaque zone de la région de Papouasie actuellement confrontée à des menaces différentes et multiples entraînées par le modèle extractiviste et industriel, peut aussi être considéré comme un appel à la solidarité avec les nombreuses communautés confrontées à cette industrie.

Selwyn Moran, *awasMIFEE*, awasmiffee@potager.org
Y.L. Franky, *Pusaka*, yay.pusaka@gmail.com

Vous pouvez accéder à l'Atlas de l'huile de palme en Papouasie occidentale en anglais ici :

<https://awasmiffee.potager.org/uploads/2015/04/atlas-sawit-en.pdf>

Et en Bahasa-Indonesia : <http://awasmiffee.potager.org/uploads/2015/04/atlas-low-resolution-Final-id.pdf>

Brésil – La société minière VALE développe le palmier à huile au Pará: les effets de «l'économie verte»

La région des alentours de Belém, capitale de l'État amazonien du Pará, au Brésil, fut témoin au XIX^e siècle de la «Cabanagem», l'une des plus grandes révoltes populaires de l'histoire du Brésil, où la population paysanne s'organisa pour lutter pour la liberté

et la justice. Les révoltes de ce genre sont peu connues, car les classes dominantes les ont occultées dans leur version de l'histoire «officielle». À l'heure actuelle, le pouvoir impérial ne régit plus le pays, mais d'autres menaces existent, dont le but est de soumettre les travailleurs de la campagne à un système d'oppression, en limitant leur liberté et leur autonomie et en cherchant à prendre le contrôle de leurs territoires. Un exemple en est l'expansion de la culture du palmier à huile en régime de monoculture.

L'expansion de la culture industrielle du palmier à huile commença au Pará vers l'an 2006, et s'étendit même jusqu'aux municipalités d'Acará et São Domingos de Capim, à 100–150 km de Belém, la capitale de l'État. Depuis, des entreprises comme VALE et Petrobrás ont accaparé des terres dans la région et l'arrivée du palmier à huile a fait quitter le territoire à de nombreuses familles. Plusieurs d'entre elles continuent de résister encore aujourd'hui le long des routes, tandis que d'autres essaient de survivre dans les villes. D'après les plaintes de la population, le processus a provoqué aussi le déboisement.

Le drame social que vivent les travailleurs de la campagne a été dénoncé par les syndicats et il a donné lieu à une intervention du gouvernement. La réaction des entreprises a consisté à changer de tactique: elles ont essayé de convaincre les paysans de commencer à planter eux-mêmes des palmiers à huile dans leurs terres. Quant au gouvernement, il a ouvert une ligne de financement spécifique pour prêter de l'argent aux agriculteurs. Un agriculteur du village de Taperuçu raconte qu'il a depuis presque 4 ans un contrat avec l'entreprise Biovale (filiale de la société minière VALE). L'année dernière il a cueilli les premiers fruits de palmier, qui lui ont rapporté près de 1 000 R\$ (268 USD) par mois. À présent, il espère que sa récolte lui rapportera le double. Cependant, il n'a pas encore commencé à rembourser le prêt qu'il a reçu du gouvernement, et il ne sait pas comment il va se débrouiller à partir de 2017, lorsque Biovale ne se chargera plus du transport des fruits jusqu'à l'usine de traitement, située à plus de 100 km. En plus, dans les terres du village, les palmiers mis à part, cet agriculteur n'a rien d'autre qu'une plantation d'arbres qu'il a faite pour en vendre le bois. Il a cessé de cultiver du manioc, la nourriture de base la plus consommée dans la région, mais dont le prix a considérablement augmenté depuis que le palmier a commencé à proliférer.

Le même agriculteur nous raconte qu'il avait dû appliquer des produits agricoles toxiques (comme prévu dans le contrat avec l'entreprise Biovale), mais qu'il avait arrêté de le faire parce qu'il avait commencé à se sentir malade. Encore faible et tremblant, il souffre encore des conséquences de l'utilisation de produits qui sont de véritables poisons, dans une région chaude et humide où il est difficile de porter l'équipement de protection individuelle qui, d'ailleurs, n'offre pas de protection sûre. Un danger supplémentaire du travail avec les palmiers est la présence de nombreux serpents venimeux dans les plantations. Nous avons entendu affirmer que l'entreprise elle-même y aurait lâché des vipères pour essayer de combattre les nombreux rongeurs qui pourraient compromettre la production. Apparemment, l'entreprise ne se soucie pas du risque que représentent les vipères pour la santé des travailleurs.

Le problème des produits toxiques est grave: les habitants disent qu'ils ont vu des poissons morts dans les rivières de la région et l'attribuent à l'arrivée du palmier à huile et à l'empoisonnement subséquent de l'eau. Le célèbre institut de santé publique Adolfo Chagas, situé à Belém, a confirmé la plainte de la population quand il a détecté la

présence de produits agricoles toxiques dans les sources d'eau dont dépendent les habitants de la région. Un des produits utilisés dans les plantations est l'endosulfan, très dangereux pour la santé humaine et déjà interdit dans plusieurs pays. Sur la base de cette analyse, le Ministère public du Pará essaie de parvenir à un accord de conduite avec les entreprises pour réduire la contamination.

Avec la plantation de palmiers à huile de Biovale, la région s'est engagée de plein fouet sur la voie de «l'économie verte». L'installation d'une deuxième voie ferrée pour transporter le minerai de fer de la plus grande mine du monde (le complexe de Carajás) jusqu'à la côte brésilienne fera encore augmenter la demande de biodiesel à base d'huile de palme. Mais le projet est utile à VALE et à sa publicité «verte», car 80 % du diesel qu'elle consomme proviennent aujourd'hui du pétrole. Avec l'expansion prévue de la production et des voies ferrées, sa consommation de pétrole et les émissions de carbone qui en découlent augmenteront également [voir l'article du [Bulletin de juin 2015](#) du WRM sur l'impact de VALE et sur la résistance]. Cet exemple montre que l'économie verte, plutôt que de servir à réduire les émissions, sert à créer un rideau de fumée qui permet aux entreprises d'accroître encore leur production en brûlant encore plus de combustibles fossiles. Au lieu de laisser le pétrole et le reste des combustibles fossiles dans le sous-sol, l'économie verte permet de continuer à les utiliser jusqu'à la dernière goutte.

Du fait de l'installation des plantations de palmiers à huile dans la région, l'État a dû améliorer les routes pour répondre à la demande des entreprises. Certains travaux du plan IIRSA (Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine) sont prévus aussi pour cette région, de sorte que l'entrée d'autres entreprises se verra facilitée. Cela a fait monter le prix des terres et, conséquemment, la spéculation et la surévaluation foncière. Ce qui est encore plus grave est que plusieurs communautés *quilombolas* de la région, comme celle de Concórdia, qui attendent la reconnaissance de leur droit constitutionnel à la propriété des terres, dénoncent que leur lutte dans ce sens est devenue encore plus difficile. Les titres de propriété collectifs sont très importants pour elles: ils leur permettraient d'avoir accès aux politiques publiques et, surtout, d'assurer un avenir aux générations futures. De son côté, l'État ne cesse pas de favoriser la propriété foncière individuelle, qui coïncide très bien avec l'intention des entreprises de planter des palmiers à huile sur les terres des paysans, en passant des contrats individuels avec chaque agriculteur.

Au cours de nos visites des communautés *quilombolas* de la région (déjà encerclées de palmiers à huile), les habitants nous racontent qu'ils subissent d'autres effets encore, par exemple le gibier qui se réfugie dans leurs terres quand il fuit les plantations industrielles où il ne trouve plus rien à manger. Les gens parlent d'un déséquilibre écologique général, et même de la réapparition de maladies qui avaient été éradiquées, comme la maladie de Chagas. Ils racontent aussi que ceux qui trouvent du travail dans les entreprises sont surtout les hommes, mais que ceux-ci se retrouvent dans une situation de semi-esclavage et que, pour l'exécution de tâches très dures, ils ne reçoivent qu'une rémunération infime (788 R\$, soit 211 US\$).

Winnie Overbeek – winnie@wrm.org.uy

Secrétariat international du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM)

Le présent article est basé sur une visite de deux jours des villes d'Acará et de São Domingos do Capim, coordonnée par FASE-Amazônia dans le cadre de la Conférence latino-américaine sur la financiarisation de la nature, qui eut lieu à Belém du 24 au 27 août 2015. Pour plus d'information veuillez visiter : <http://br.boell.org/pt-br>.

La République Démocratique du Congo: « Nous avons besoin que justice soit faite »

Entretien avec Jean-François Mombia du RIAO sur les plantations de palmiers à huile

1. Pourriez-vous nous dire ce qu'est le RIAO-RDC et quelles sont vos principales activités ?

Le RIAO est le réseau d'information et d'appui aux ONGs en RDC. C'est une organisation d'assistance et de protection sociale. Nous accompagnons les communautés dans la protection de leurs droits. Nous faisons aussi l'accompagnement des ONGs. Nous abordons les questions qui touchent la vie des communautés comme la protection des écosystèmes forestiers. Nous traitons aussi des questions de microfinance au niveau communautaire afin d'aider les populations.

2. Les terres situées le long du fleuve Congo sont principalement occupées par des plantations de palmiers à huile de la société agroalimentaire canadienne Feronia INC. Pourriez-vous nous expliquer comment une entreprise a pu obtenir le contrôle d'autant d'hectares de terres ?

Feronia est venu juste hériter des terres qui ont été prises par le colonisateur, C'est-à-dire Unilever. Dans le souci de se créer de bonnes relations nos ancêtres, nos autorités, nos chefs ont donné ces terres en échange de la paix et des fouets que les blancs administraient aux populations. A l'arrivée d'Unilever Il avait déjà des forêts de palmier, ce n'était pas encore des plantations. Mr Lever a donc négocié. A Leverville à Lusanga où Unilever a commencé, ces forêts naturelles existaient depuis longtemps. Ces forêts sont toujours à côté des cours d'eau, ou des rivières.

L'évacuation étant facile sur le fleuve, ils ont opté pour les terrains étant le long du fleuve. Ils ont commencé par de petits d'espaces. Ils ont donné beaucoup de promesse fallacieuse à nos parents. Comme les populations redoutaient le fouet, ils ont donné des espaces pour permettre les plantations. Aussi ces compagnies ont donné les promesses de pouvoir permettre aux communautés d'avoir du travail et des salaires. Ces communautés qui voulaient être proches des blancs, des colonisateurs ont accepté de donner les plantations. Ces derniers promettaient par exemple sur 3 plantations, de pouvoir en donner une aux communautés. Chose qui n'a jamais été respecté, ni à Boteka, ni à Lokutu, ni à Yaligimba.

3. Y a-t-il d'autres sociétés impliquées ?

Oui il existe des sociétés qui sont dans l'exploitation forestière autour des concessions de Feronia. Par exemple à Igende, il y'a une compagnie qui exploite le bois. On trouve SODEFOR, SAFBOIS, soforma, socinex, isobois.

4. Est-ce qu'il y a eu des consultations avec les communautés concernées avant ou pendant la mise en place des plantations ? Si c'est le cas, le processus a-t-il été satisfaisant ?

Devant les colonisateurs, les autochtones n'avaient pas de mots à dire. Comme je vous le disais, il faut remonter au temps de Unilever et vous comprendrez. Unilever a donné par exemple des sacs de sel ou des étoffes pour avoir ces terres. Aussi ces promesses accompagnaient tous cela. Ils ont trompé les populations. Il n'y a jamais eu de consultations.

5. Qui achète l'huile de palme produite par Feronia ? Et d'où vient la demande (est-ce qu'il s'agit d'approvisionner les marchés de la région du Bassin du Congo ou des marchés situés ailleurs) ?

Cette question est un mystère, car les communautés n'ont pas droit à l'huile de palme venant de Feronia, pourtant l'alimentation de base des communautés est faite avec l'huile de palme. Les communautés sont privées de cette huile, ce n'est pas autorisé et les gens ne bénéficient pas de cela. À l'époque de Unilever, l'huile était envoyée à la Marsavco qui fabriquait de la margarine et d'autres produits de consommation. Même les tourteaux étaient envoyés à l'extérieur auparavant mais actuellement, on ne voit pas où va l'huile. On se pose la question où va l'huile de Feronia car aujourd'hui la Marsavco importe l'huile depuis la Malaisie. L'armateur qui transportait aussi l'huile a disparu depuis très longtemps. C'est vraiment un mystère.

6. Pourriez-vous expliquer les principaux problèmes auxquels sont confrontées les communautés locales par rapport à ces plantations de palmiers à huile ?

Le premier problème c'est la malnutrition des enfants, les parents n'ayant plus droit à la forêt il est difficile de pouvoir faire l'agriculture. On vient d'apprendre aujourd'hui que Feronia commence à planter même dans les étangs piscicoles des communautés. Feronia commence à planter même dans ces zones. Les communautés n'ont pas d'hôpitaux, pas d'écoles, c'est vraiment la misère. Les travailleurs sont traités comme des esclaves.

7. Les communautés sont-elles aussi confrontées à des difficultés telles que les problèmes de santé liés à l'utilisation des pesticides ou à la pollution de l'eau ?

C'est une situation très sérieuse car les déchets d'huile qui sortent de l'usine sont utilisés par les villageois pour la fabrication de savon. Pourtant ces produits ayant été pulvérisés avec des produits chimiques deviennent dangereux pour la santé des enfants et des jeunes. Il utilise le NPK et d'autres produits. On retrouve parfois des poissons morts dans les ruisseaux et les étangs piscicole. Il y a toujours des problèmes des diarrhées.

8. Quelles activités ont été/sont organisées dans les communautés pour s'opposer aux activités de l'entreprise ? Que réclament les communautés ?

Pour le RIAO, après les échanges et la sensibilisation sur les problèmes liés aux droits des communautés un travail de mobilisation a commencé et après la publication du Rapport avec GRAIN, les communautés que nous avons réussi à toucher se sont mises en opposition contre le retour de Feronia dans ces zones pour procéder aux bornages des terres. Et les communautés ne cessent de réclamer leurs terres car il ne veulent plus des

fameux cahiers de charges que l'entreprise tente de leur faire signer en ce moment. Et les communautés impactées ont fait pour certains plus de 2.000 km pour encore venir témoigner et rencontrer d'autres communautés victimes des mêmes actions de Feronia.

9. Pensez-vous qu'il y a eu des réactions positives du fait de la résistance locale ?

Oui il y'a eu des réactions positives par exemple à Mokaria en 1997 des manifestations avaient réussi à faire reculer l'entreprise et elle a abandonné les terres, mais l'Etat continue de ne pas vouloir restituer ces terres. Mais actuellement où Feronia est présent il y'a des tensions mais pas encore de réactions positives. Les démarches sont en cours pour la libération du peuple vis à vis de cette entreprise.

10. Quelle sorte de solidarité internationale permettrait, selon vous, de soutenir les communautés touchées ?

L'information que nous donnons déjà est une bonne chose. Nous devons continuer à dénoncer tout ce qui se passe. Nous avons besoin que justice soit faite car il y'a eu des morts d'hommes et il est important de situer ces responsabilités là. Nous devons aider les communautés même avec les besoins de base comme la santé et l'éducation. Nous devons aussi aider les enfants à aller à l'école car une stratégie de l'entreprise est de faire en sorte que ces enfants ne puissent pas aller à l'école afin que les enfants des ouvriers puissent devenir à leur tour des ouvriers et les enfants des cueilleurs, eux aussi des cueilleurs.

Capital financierisé et sociétés productrices d'huile de palme

La croissance de la demande mondiale en huile de palme a permis au secteur d'engranger des bénéfices exceptionnels et a transformé ces plantations en des placements très recherchés pour les banques, les fonds de pension et d'autres acteurs financiers qui cherchent à tirer profit du boom dans le secteur. De riches hommes d'affaires contrôlent la plupart des grands groupes du secteur de l'huile de palme, en particulier en Asie, mais des investissements par endettement, souscription d'actions (dans laquelle des actions sont achetées par un investisseur pour un prix convenu et revendues au public à un prix majoré, supportant tous les coûts associés) et obligations sont en train d'aider ces multinationales à étendre leurs plantations et leur pouvoir. Néanmoins, les plantations de palmiers à huile sont en permanence à l'origine d'une déforestation, d'incendies de forêts et de tourbières, de pollutions liées à l'utilisation intensive de produits agrochimiques, et elles sont imposées aux communautés locales et aux populations autochtones, alors qu'elles détruisent leurs moyens d'existence et leurs territoires.

Le financement des magnats contribue à étendre l'expansion des plantations en Indonésie

Selon une étude menée par l'ONG GRAIN, on estime que rien qu'en Indonésie, 12,5 milliards d'USD ont été investis dans le développement du palmier à huile entre 2000 et 2008, et ces chiffres sont toujours en hausse (1). Une grande partie de cet argent vient de Singapour, où les magnats indonésiens ont placé leurs fortunes bien mal acquises pour échapper à la répression qui a eu lieu après l'effondrement de la dictature de Suharto. Ces magnats (appelés *tycoons* en anglais, ce qui signifie « grands

seigneurs » en japonais) utilisent cet argent et leur ancienne influence politique pour construire des empires de plantations dans toute l'Indonésie, et dans d'autres pays comme les Philippines et le Liberia.

En outre, les ONG TUK Indonésie et Profundo ont publié un rapport en février 2015 qui analyse le profil des propriétaires et financeurs de 25 groupes de sociétés commerciales actifs dans le secteur de l'huile de palme en Indonésie, qui représentent la majeure partie des plantations existantes et mettent en exploitation de vastes réserves foncières, des zones qu'ils conservent pour servir au développement ultérieur de nouvelles plantations (2). L'étude montre que, si 21 des 26 entreprises examinées sont cotées en bourse, les magnats conservent toujours une participation majoritaire, ce qui leur permet de contrôler la gestion et la stratégie de l'entreprise. Cependant, le fait d'être coté à la bourse signifie qu'elles ont attiré des capitaux, et continuent de le faire, en émettant des actions destinées aux investisseurs privés et institutionnels. Certaines entreprises émettent aussi des obligations et toutes peuvent favoriser des prêts bancaires.

Les banques et les investisseurs participants permettent aux magnats d'investir plus de capitaux que ce qu'ils auraient autrement pu utiliser et accélèrent ainsi la croissance des groupes contrôlés par les magnats. Par conséquent, tandis que les magnats contrôlent le processus d'expansion du secteur de l'huile de palme en Indonésie, les fonds des banques et les investisseurs extérieurs sont en train de leur offrir un levier pour accélérer leur expansion. Cette même étude montre comment les banques ont aidé les 25 groupes contrôlés par des magnats pour attirer des capitaux considérables au cours des cinq dernières années, à travers des prêts et la souscription d'actions et d'obligations vendues par les entreprises à des investisseurs. Les banques les plus importantes qui ont accordé des prêts à ces groupes ont été HSBC (Royaume-Uni), OCBC (Singapour) et CIMB (Malaisie). Dans le même temps, les banques les plus importantes qui ont pris en charge les émissions d'actions et d'obligations pour ces groupes au cours des cinq dernières années sont RHB (Malaisie), Morgan Stanley (États-Unis) et Goldman Sachs (États-Unis).

Les groupes les plus importants contrôlés par des magnats, en terme de superficie en plantations, sont le groupe Sinar Mas, le groupe Salim, le groupe Jardine Matheson, le groupe Wilmar et le groupe Surya Dumai. Cependant, l'étude souligne également que les 25 groupes contrôlés par des magnats disposent encore d'au moins 2 millions d'hectares de réserves foncières sous leur contrôle, qui viennent s'ajouter aux 3,1 millions d'hectares qui ont déjà été plantés. Le Kalimantan occidental, le Kalimantan central, la province de Riau et le Kalimantan oriental sont les provinces contenant le plus de réserves foncières contrôlées par les magnats. Par conséquent, en terme de réserves foncières non plantées en Indonésie, les groupes les plus importants contrôlés par les magnats sont le groupe Sinar Mas, le groupe Triputra, le groupe Musim Mas, le groupe Surya Dumai et le groupe Jardine Matheson.

Les plantations de palmiers à huile sont également un investissement recherché par les sociétés malaisiennes qui entretiennent des liens étroits avec les élites dirigeantes. Les entreprises forestières liées au Premier ministre de l'État malaisien du Sarawak sont particulièrement actives dans la constitution de réserves foncières destinées à des plantations de palmiers à huile à Bornéo, en Papouasie et en Afrique. Dans le même

temps, en Colombie et au Honduras, les groupes paramilitaires et les barons de la drogue ont des liens étroits avec l'expansion du palmier à huile. (3)

En outre, selon GRAIN, certaines des plus grandes sociétés d'huile de palme ont récemment eu recours à des offres publiques sur les marchés boursiers pour lever des fonds auprès des établissements financiers et des investisseurs institutionnels désireux de participer aux bénéfices de ce juteux marché. En 2012, Felda, la société d'huile de palme de l'État malaisien, s'est restructurée et s'est partiellement ouverte au marché boursier. Elle a levé 3,3 milliards de dollars au cours de ce qui a été la troisième émission d'actions dans le monde cette année. Cette vente a permis à Felda de réunir la somme colossale de 2 milliards de dollars qui lui a depuis permis d'acheter des terres pour des plantations de palmier à huile et d'hévéa hors de Malaisie.

Au cours de la même année, l'une des plus grandes sociétés de plantations de palmiers à huile en Indonésie a également fait son introduction en bourse. Bumitama Agri, contrôlée par le milliardaire indonésien Lim Hariyanto Wijaya Sarwono, a levé environ 177 millions d'USD à la Bourse de Singapour, le géant de l'huile de palme Wilmar et plusieurs sociétés financières asiatiques, européennes et américaines ayant acheté pour plusieurs millions de dollars d'actions dans l'entreprise. Bumitama a expliqué qu'elle affecterait 114 millions de dollars obtenus par l'introduction en bourse au développement de sa réserve foncière actuellement non cultivée (4).

Entre 1980 et 2001, les entreprises, pour la plupart contrôlées par des amis et des parents du Président Suharto, ont acheté une surface incroyable de 72 millions d'hectares de terres soumis à des permis d'exploitation forestière en Indonésie, tandis que 4,1 millions d'hectares étaient distribués à des plantations de palmiers à huile. Mais, entre 2004 et 2014, le chiffre de la surface des exploitations forestières a chuté à 25 millions d'hectares, tandis que celui des plantations de palmiers à huile est passé à 19 millions d'hectares. L'ONG indonésienne WALHI prévoit que les concessions de palmiers à huile représenteront la plupart des concessions foncières au cours des 10 prochaines années, soit 26,3 millions d'ha par rapport à 26,2 millions d'ha pour la foresterie.

L'expansion rapide des plantations de palmiers à huile en Indonésie entraîne de graves problèmes environnementaux et sociaux : de vastes superficies de forêts sont transformées en plantations ; les habitats d'espèces protégées sont menacés ; des émissions de gaz à effet de serre considérables sont générées par la destruction des forêts et des tourbières et de nombreuses communautés perdent l'accès à leurs terres, dont ils dépendent pour leur subsistance et leurs cultures.

Cet article est basé sur les informations de l'article « Culture de rente » de GRAIN, paru le 22 septembre 2014 dans « Planète huile de palme », <https://www.grain.org/fr/article/categories/519-planet-palm-oil> et « Tycoon-controlled oil palm groups in Indonesia », de TUK Indonesia et Profundo, publié en février 2015, <http://tuk.or.id/file/Summary%20of%20the%20tycoon%20study%20TuK%20INDONESIA%20.pdf>

- (1) Pablo Pacheco, « Oil palm in Indonesia linked to trade and investment, » CIFOR, mai 2012, http://www.cifor.org/ard/documents/results/Day2_Pablo_Pacheco.pdf
- (2) TUK Indonesia et Profundo, « Tycoon-controlled oil palm groups in Indonesia », <http://tuk.or.id/file/Summary%20of%20the%20tycoon%20study%20TuK%20IN%20DONESIA%20.pdf>
- (3) Voir les sections concernant l'expansion régionale des plantations de palmiers à huile.
- (4) Un rapport de 2013 des Amis de la Terre montre comment [la réserve foncière de Bumitama est composée de milliers d'hectares de terres que la société exploite illégalement](#), sans les autorisations nécessaires : https://www.foeeurope.org/sites/default/files/press_releases/commodity_crimes_nov13.pdf

LES GENS SE METTENT A L'OEUVRE

Brésil: Arrêtez la monoculture de l'eucalyptus!

Le 21 septembre dernier, près de 300 autochtones ont occupé l'exploitation agricole Nedila, située dans la municipalité de Prado Bahía, au Brésil, où l'entreprise Suzano fait une plantation industrielle d'eucalyptus. La principale revendication des autochtones est l'arrêt immédiat des activités de plantation, car elles sont en train de dévaster l'environnement. Les arbres n'ont pas encore atteint l'âge adulte, mais les effets nuisibles sur les êtres humains, la faune et la flore sont déjà visibles. L'entreprise construit des barrages qui provoquent l'assèchement des rivières et des sources, et d'énormes machines coupent sans arrêt la forêt atlantique. Les autochtones se sont emparées d'une dizaine de machines agricoles de l'entreprise Suzano, afin de rendre visible le mouvement et d'obtenir que les organismes correspondants prennent des mesures efficaces.

Vous trouverez ici l'annonce de la Communauté indigène Pataxó (en portugais)

La suspension du barrage de Baram, Sarawak, Malaisie, a été approuvée!

Depuis deux ans, les peuples indigènes ont empêché la réalisation des travaux pour la construction du barrage de Baram, au Sarawak, en Malaisie; à présent, ils ont remporté une victoire importante: le gouvernement a annoncé la suspension du projet et une évaluation de projets alternatifs à petite échelle pour la production d'énergie. Néanmoins, les peuples indigènes de Baram continuent de s'inquiéter à propos de la situation de leurs terres traditionnelles, qui avaient déjà été affectées à la construction du barrage, et au sujet des activités d'exploitation forestière qui bénéficient de permis encore valables.

Voir le communiqué de presse (en anglais) sur:

<http://bmf.ch/en/news/victory-moratorium-on-the-baram-dam-in-malaysia>.

Arrêtez de privatiser les forêts de l'Inde!

Un communiqué de presse de l'AIFFM (*All India Forum of Forest Movements*) dénonce que le gouvernement de l'Inde est en train d'accorder à des entreprises du secteur privé des «concessions forestières» qui, d'après cette organisation, se trouveraient dans des forêts domaniales. Quarante pour cent des forêts soi-disant «dégradées» pourraient être cédés en bail à des entreprises privées pour qu'elles élargissent leurs plantations. Cela

impliquerait de violer plusieurs lois indiennes, comme la Loi sur les droits forestiers ou la Loi des forêts de l'Inde. Le communiqué signale aussi que le gouvernement a récemment annoncé qu'un paquet de 15 000 millions de dollars serait affecté à la création de nouvelles plantations. Dans ce contexte, l'AIFFM affirme une fois de plus: «Les plantations ne sont pas des forêts; quelles que soient les espèces plantées, une plantation ne peut ni remplacer ni reproduire la biodiversité d'une forêt; elle ne sert même pas à préserver les forêts naturelles dégradées, et ne peut pas remplacer la subsistance que ces forêts fournissent aux communautés locales».

Voir le communiqué de presse (en anglais) [ici](#)

La Déclaration de Durban contre REDD

L'Alliance mondiale contre REDD et le Réseau contre REDD en Afrique (No REDD in Africa Network, NRAN) ont présenté au Congrès forestier mondial qui eut lieu début septembre à Durban, Afrique du Sud une déclaration que de nombreuses organisations internationales ont acceptée et soutenue. La déclaration rejette «les formes de développement imposées par le haut, en particulier les fausses solutions au changement climatique et à la préservation des forêts et de la biodiversité, qui servent uniquement l'économie de marché dominante». Elle exige aux gouvernements, aux Nations Unies et aux institutions financières «de mettre fin à l'expérimentation désastreuse de REDD+ et de commencer enfin à s'attaquer aux véritables causes de la déforestation et du changement climatique».

Pour lire la déclaration (en français) veuillez visiter:

<http://www.amisdelaterre.org/declaration-durban.html>

Brésil - Les gains croissants n'empêchent pas les licenciements: le cas de Fibria Celulose au Mato Grosso du Sud

Le 25 août 2015, des travailleurs de la société Fibria située à Três Lagoas, au Mato Grosso do Sul, ont divulgué que cette entreprise – l'une des principales productrices de pâte à papier du Brésil – avait congédié 18 personnes au cours des dernières semaines, et que le plus grave est que «certains travailleurs atteints de maladies professionnelles ont été renvoyés également». Ils estiment que ces licenciements sont une mesure de représailles due à la mobilisation des travailleurs pour former un nouveau syndicat. Les travailleurs considèrent que le Syndicat du travailleur forestier, créé début septembre 2015, est essentiel pour faire face à une entreprise qui soumet les travailleurs à de longues journées de travail mal payé. Tandis que l'usine de Três Lagoas a annoncé que ses bénéfices augmentaient chaque semestre, ses travailleurs perçoivent les salaires les plus bas de leur catégorie, par rapport à ce qu'on paie dans d'autres États. En outre, l'entreprise vient d'annoncer l'expansion de son complexe industriel grâce à la construction d'une nouvelle unité. De nouveaux investissements de la BNDES sont prévus également, ainsi que des exemptions d'impôts. Un rapport présenté par les travailleurs de Fibria pendant une séance de la Chambre municipale de Três Lagoas dénonce une série de graves irrégularités commises par l'entreprise.

Pour lire le rapport (en portugais) [ici](#)

Sauvons le fleuve Mékong!

L'organisation RCC (*Rivers Coalition in Cambodia*), accompagnée d'autres organisations nationales et internationales, réclame l'arrêt immédiat de toutes les activités associées à la construction du barrage Don Sahong, après que, début septembre le gouvernement du Laos a approuvé officiellement et de façon unilatérale le contrat de concession correspondant. Une déclaration collective dénonce que «le contrat a été

rédigé sans avoir répondu d'abord aux demandes présentées par les gouvernements, les communautés du bas Mékong et les sociétés civiles des trois pays membres de la Commission du fleuve Mékong (le Cambodge, le Vietnam et la Thaïlande)».

La déclaration est disponible (en anglais) sur: <http://nature.org.vn/vn/wp-content/uploads/2015/09/Final-English-Joint-statement-on-DSH-18-Sep15.pdf>.

RECOMMANDATIONS

Malaisie: la traite des personnes et les abus contre les travailleurs des plantations de palmiers à huile

L'industrie de l'huile de palme malaise, qui fournit 40 % de la production mondiale de ce produit, est en expansion mais, d'après les travailleurs et les activistes interviewés pour un rapport du *Wall Street Journal*, cette expansion est entourée d'abus. Les travailleurs immigrants, venus surtout du Bangladesh et du Myanmar, sont transportés en Malaisie dans des conditions effroyables par des trafiquants de personnes, pour qu'ils travaillent dans certaines plantations de palmier à huile. Global Ventures, qui vend de l'huile de palme crue à des multinationales comme Cargill Inc., Nestlé S.A. et Procter & Gamble Co., admet que 85 % des travailleurs de ses plantations sont étrangers. Même ceux qui ont un permis de travail légal se plaignent qu'ils gagnent moins du salaire minimum du pays, et qu'ils sont mal traités. Le Projet Arakan, une organisation à but non lucratif qui étudie la migration à travers la baie de Bengale, estime qu'au cours des deux dernières années près de 50 000 personnes ont entrepris la dangereuse traversée vers la Malaisie dans des embarcations très fragiles, et que beaucoup sont morts en chemin.

Voir la vidéo (en anglais) sur: <https://www.youtube.com/watch?v=Imck6O1ylgY>.

Honduras: les plantations de palmiers et la violence bénéficient du soutien de la Banque mondiale

Un article du journal *El País* parle de la violence que subissent les populations de la vallée du Bajo Aguán, au Honduras, qui luttent pour récupérer les terres que la société Dinant s'est appropriées pour ses immenses plantations de palmiers à huile. Le conflit a attiré l'attention mondiale parce que l'entreprise était financée en partie par la Société financière internationale (SFI), l'agence du conglomérat de la Banque mondiale qui accorde des prêts aux entreprises privées. La SFI a financé la Dinant au moment où avaient lieu les affrontements pour la terre. Depuis 2004, la SFI a approuvé plus de 180 initiatives qui risquent d'impliquer des déplacements physiques ou économiques, d'après une analyse de la documentation de cet organisme effectuée par le Consortium international des journalistes d'investigation.

L'article (en espagnol) est disponible sur:

http://elpais.com/elpais/2015/06/08/planeta_futuro/1433761148_555067.html.

Les conséquences des plantations de palmiers à huile pour les rapports entre les sexes chez les peuples indigènes du Sarawak

Un article du livre récemment publié, "*Gender and Land Tenure in the context of Disaster in Asia*" (Le genre et la question foncière en Asie dans un contexte de désastre) analyse les effets que le changement d'affectation des sols et des systèmes de propriété foncière est en train d'avoir au Sarawak sur les droits de l'homme, les moyens d'existence et les coutumes locales en matière de rapports entre les sexes. L'article étudie la communauté Iban de Kampong Lebor, dont les terres traditionnelles ont été

déboisées par des entreprises venues là pour faire des plantations de palmiers à huile. Les auteurs, Carol Yong et Wee Aik Pang, concluent que «La transformations des forêts en plantations de palmiers à huile est considérée comme un désastre, étant donné l'importance de la terre pour les activités coutumières, la sécurité alimentaire et la génération de revenus, et pour d'autres droits fondamentaux des peuples indigènes». Cette modification des rapports des personnes à la terre a un impact plus fort sur les femmes, les principales responsables du bien-être de la famille et de la communauté; entre autres choses, quand les forêts sont dégradées, les femmes n'ont plus accès à certaines ressources qui sont sacrées pour les activités spirituelles.

L'article est disponible (en anglais) à l'adresse:

https://www.google.nl/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=0CCUQFjAAahUKEwinufjV24fIAhWE1RQKHUThAcg&url=http%3A%2F%2Fwww.springer.com%2Fcontent%2Fdocument%2Fdownloadaddocument%2F9783319166155-c1.pdf%3FSGWID%3D0-0-45-1515432-p177298436&usg=AFQjCNEg_21TpsINESdqtBdepBZ15cJJkA&sig2=iGffhFQrokQi8ICJCVMZgQ.

Violations des droits à la terre et au territoire des peuples forestiers de l'Acre, Brésil

En 2013, le Rapporteur sur les droits de l'homme à l'environnement de la plateforme DHESCA conduisit une mission d'enquête dans l'État de l'Acre, sur le problème de l'économie verte et ses effets politiques et territoriaux. Plusieurs gouvernements étatiques, en particulier ceux de l'Amazonie, ont déjà mis en place ou sont en train de définir des politiques concernant les propositions de paiement pour services environnementaux et de REDD+, l'état de l'Acre faisant figure de pionnier dans ce domaine. Or, un ensemble d'organisations et de collectifs sociaux de l'Acre a détecté dans ces politiques une série d'effets sociopolitiques, économiques et écologiques négatifs, qui touchent surtout les territoires et les populations traditionnelles. Dans le Rapport sur la mission d'enquête, ces organisations ont dénoncé des violations du droit à la terre et au territoire, ainsi que des violations des droits des populations dans les territoires qu'elles ont occupés, le tout découlant de l'économie verte.

Le rapport (en portugais) est disponible sur:

http://www.plataformadh.org.br/files/2015/08/economia_verde_relatorio.pdf.

Bulletin mensuel du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Éditeur en chef: Winfridus Overbeek

Éditeur responsable et coordinateur: Joanna Cabello

Assistance éditoriale: Elizabeth Díaz, Jutta Kill, Flavio Pazos, Teresa Perez

Secrétariat International du WRM

Maldonado 1858 - 11200 Montevideo - Uruguay

Tel/fax: +598 2413 2989

wrm@wrm.org.uy - <http://wrm.org.uy>